

Unité Interdépartementale 25-70-90

Besançon, le 07 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



EASYDIS

8 rue Alfred Kastler
25000 BESANCON

Références : UID257090/SPR/LT/LB 2022 0707C

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 mai 2022 dans l'établissement EASYDIS implanté 8 rue Alfred Kastler 25000 BESANCON. L'inspection a été annoncée le 10/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action "coup de poing" incendie. Une attention particulière est ainsi portée à la conformité des installations aux mesures relatives à la prévention des incendies et de leur propagation : vérification des installations électriques, détection de l'incendie ou encore les moyens de lutte. En outre, face à un incendie, chaque minute compte pour vaincre le feu rapidement et limiter les dégâts engendrés. Trois actions doivent être menées simultanément et rapidement : détection-protection du personnel, alerte des secours extérieurs, mise en place des premières mesures d'extinction par le personnel présent/mise en sécurité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EASYDIS
- 8 rue Alfred Kastler 25000 BESANCON
- Code AIOT dans GUN : 0005902252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La plateforme logistique est située entre la voie ferrée (ligne Besançon-Dijon) et la route nationale n°57 à 2x2 voies (rocade ouest de Besançon). Elle alimente les supermarchés et hypermarchés du groupe Casino en produits secs, épicerie, produits frais, droguerie, hygiène, parfumerie, alcools de bouche.

Elle comprend principalement des stockages répartis dans 4 bâtiments.

Les installations sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2009 et l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 dit "*entrepôts couverts*".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention du risque incendie
- moyens de lutte contre l'incendie et organisation
- prévention de la pollution des sols et des eaux

L'inspection s'est rendue au niveau des bâtiments C, E et le local sprinklage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la visite d'inspection (1) |
|---|--|--|--|
| Situation administrative | Code de l'environnement du 16/10/2007, article Annexe à l'article R. 511-9 | / | Mise en demeure, dépôt de dossier |
| Etat des stocks | Arrêté préfectoral du 24/12/2009, article 7.1 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| Plan des zones de danger | Arrêté préfectoral du 24/12/2009, article 7.2.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| Installations électriques | Arrêté préfectoral du 24/12/2009, article 7.3.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| Entretien des moyens d'intervention et de détection | Arrêté préfectoral du 24/12/2009, article 7.5.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| Exercice de défense contre l'incendie | Arrêté préfectoral du 24/12/2009, article 7.5.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| Rétention de certains liquides | Arrêté préfectoral du 24/12/2009, article 7.4.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|---|--|-------------------|
| Poteaux incendie | Arrêté préfectoral du 24/12/2009, article 7.5.4 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|---|--|-------------------|
| Désenfumage | Arrêté préfectoral du 24/12/2009, article 7.3.5.2 | / | Sans objet |
| Stockages extérieurs | Arrêté ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 2.III | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Situation irrégulière :

Avec un stockage substantiellement supérieur (x5) à la situation pour laquelle le bénéfice des droits acquis a été demandé et soumis désormais avec cette quantité au régime déclaratif, l'exploitation des installations relevant de la rubrique 4510 "*dangereux pour le milieu aquatique de catégorie aigüe/chronique 1*" est irrégulière.

En application de l'article L.171-7 du Code de l'environnement, un projet d'arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens : cessation de l'activité de stockage relevant de la rubrique n°4510 ou régularisation avec dépôt d'un dossier.

Non-conformités :

Le fait pour l'exploitant de ne pas disposer d'un état exhaustif de ses stocks en termes de nature de risque (combustibles, explosifs, etc), et de localisation, constitue une non-conformité à l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 24/12/2009.

Le plan des zones de dangers internes à l'établissement n'existe pas.

Les installations électriques ne sont pas entretenues conformément à la réglementation du travail.

Le système d'extinction automatique n'est pas maintenu en bon état. Les équipements de détection gaz ne sont pas contrôlés périodiquement.

L'exercice de défense contre l'incendie n'est pas réalisé tous les deux ans.

L'entreposage de liquides dangereux pour le milieu aquatique et d'alcools de bouche à considérer comme des liquides inflammables sans rétention constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 7.4.3 de l'AP du 24/12/2009.

Le non-respect des dispositions d'un arrêté préfectoral expose aux suites administratives et pénales prévues par les articles L 171-8 et R 514-4 du Code de l'environnement.

En application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, un projet d'arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens avec des échéances variables selon les manquements.

Points susceptibles de traduire des non-conformités :

L'exploitant doit s'assurer auprès du gestionnaire public du réseau incendie du débit et pression que les trois poteaux identifiés et mentionnés dans l'arrêté préfectoral répondent aux prescriptions soit au minimum 60 m³/h sous une pression minimale d'un bar.

Observations:

L'inspection reste par ailleurs dans l'attente de compléments sur le classement en termes de qualité et quantité en référence à la demande de bénéfice des droits acquis. La non atteinte, par la règle des cumuls, du seuil Seveso III devra par ailleurs être démontrée. A l'éclairage des produits stockés, la révision de l'étude de dangers pourrait s'avérer nécessaire.

Conformément à l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, la modélisation des effets thermiques est attendue avant le 1^{er} janvier 2023.

Dans l'attente de la levée des non-conformités relatives au système d'extinction automatique, il convient que l'exploitant propose et mette en place des mesures compensatoires ; ces dernières seront à porter à la connaissance de l'inspection.

Il convient que l'exploitant prenne l'attache du gestionnaire public pour s'assurer de la disponibilité en eaux sous pression.

L'exploitant doit assurer une meilleure tracabilité des actions correctives.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article Annexe à l'article R. 511-9 |
| Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE |
| Prescription contrôlée : Rubriques de la nomenclature ICPE |
| <p>Constats : Les installations réglementées par l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2009, à son article 1.2.1 comprennent la rubrique 1510 "entrepôts couverts" pour un volume de 489 000 m³. Suite au décret 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature ICPE susceptible de créer des accidents majeurs transposant la directive n°2012/18/UE dite "Seveso 3", l'exploitant a présenté une demande de bénéfice des droits acquis au titre des rubriques 4XXX le 27 mai 2016 qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none">- 17,5 t de liquides comburants – rubrique n°4441- 17,5 t de solides comburants – rubrique n°4440- 102 m³ d'alcools de bouche – rubrique n°4755- 430 kg de fluides frigorigènes – rubrique n°4802- 5,3 t dangereux pour le milieu aquatique de catégorie aiguë/chronique 1 (produits d'entretien) – rubrique n°4510- 38 t dangereux pour le milieu aquatique de catégorie aiguë/chronique 2 (produits d'entretien à base de javel) - rubrique n°4511 <p>Le balayage de la situation administrative avec l'état des stocks met en exergue que le stockage, au jour de la visite d'inspection, relevant de la rubrique n°4510 est en situation irrégulière. En effet avec une quantité de 26,8 tonnes, ce stockage est donc soumis au régime de la déclaration pour un volume compris entre 20 et 100 tonnes.</p> <p>La situation est donc irrégulière avec un tonnage stocké substantiellement supérieur (x5) à la situation connue.</p> <p>En outre, par sondage, l'inspection constate que l'étude de dangers dans sa version d'octobre 2008 réalisée par la société SOCOTEC jointe au dossier de régularisation administrative ne mentionne que des alcools légers. La modélisation des effets thermiques ne prend donc pas en considération les alcools de bouche (avec présence d'éthanol) dont les effets sont substantiellement différents de ceux liés à des combustibles courants ("palette type" 1510), de même les besoins en eau d'extinction incendie peuvent être sous-dimensionnés. La question se pose également de la demande de bénéfice des droits acquis. Le stockage au jour de la visite relevant de la rubrique n°4755 (alcools de bouche lorsque le titre alcoométrique est supérieur à 40%) était de 61,4 m³ donc relevant du régime de la déclaration (supérieur à 50 m³).</p> |
| Observations : l'inspection reste par ailleurs dans l'attente de compléments sur le classement en termes de qualité et quantité en référence à la demande de bénéfice des droits acquis. La non atteinte, par la règle des cumuls, du seuil Seveso III devra être par ailleurs être démontrée. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier |

Nom du point de contrôle : Etat des stocks

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2009, article 7.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Intervention en situation accidentelle |
| Prescription contrôlée : <i>" [...] Il tient à jour un état des matières stockées qui indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. "</i> |
| Constats : L'exploitant a présenté un registre tenu informatiquement et mis à jour à fréquence mensuelle. Ce registre renseigne sur les quantités/volumes stockés au regard des rubriques 4xxx et 1436 "liquide de point éclair compris entre 60 et 93°C" de la nomenclature ICPE. Ce registre ne permet pas d'atteindre la conformité à la prescription : en effet ainsi l'exploitant ne traite pas de la localisation des produits et n'expose que les matières soumises à l'une des rubriques ICPE précité sans prendre en considération le caractère des autres produits entreposés sur la plateforme logistique (combustibles, explosifs...). Par exemple, par sondage, les solides liquéfiables combustibles dans le bâtiment produit frais n'ont pu être identifiés. L'exploitant a indiqué avoir déjà débuté un travail informatique pour satisfaire la prescription avec une fréquence de mise à jour hebdomadaire. Non-conformité : Le fait pour l'exploitant de ne pas disposer d'un état exhaustif de ses stocks : en termes de nature de risque (combustibles, explosifs, etc), et de localisation, constitue une non-conformité à l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2009. |
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Plan des zones de danger

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2009, article 7.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Intervention en situation accidentelle |
| Prescription contrôlée : <i>" L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent. "</i> |
| Constats : A travers le plan d'opération interne (POI) et l'étude de dangers, la recherche d'un tel plan mentionnant les zones à risques d'explosion, d'incendie et toxique a été infructueuse. Il n'existe pas de plan des zones de dangers. |
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2009, article 7.3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie |
| Prescription contrôlée : "Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. [...]" |
| Constats : Les installations électriques basse tension ont fait l'objet d'un contrôle visuel par l'organisme DEKRA du 21 au 23 décembre 2021. Le rapport mentionne 64 observations dont une majorité récurrente (déjà observé lors des précédents contrôles). L'objectif fixé par l'exploitant est une levée des observations pour fin 2022. En outre, l'exploitant a déclaré réaliser un contrôle extérieur par thermographie le 14 octobre 2021. Selon ces informations, les observations ont été soldées par le frigoriste sans toutefois pouvoir le démontrer via la traçabilité des opérations. Le propriétaire du site a par ailleurs mentionné que des travaux étaient planifiés au cours du second semestre 2022 sur les installations électriques haute-tension afin d'améliorer la robustesse en alimentation du site. Non-conformité : les installations électriques ne sont pas entretenus conformément à la réglementation du travail. |
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Désenfumage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2009, article 7.3.5.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Intervention en situation accidentelle |
| Prescription contrôlée : <i>" La toiture est réalisée avec des éléments incombustibles. Elle comporte au moins sur 2 p. 100 de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction, d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposés, d'autre part des dimensions de l'entrepôt ; elle n'est jamais inférieure à 0,5 100 de la surface totale de la toiture. La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours. "</i> |
| Constats : L'exploitant a présenté le document présentant la conformité par bâtiment (et non par canton) démontrant que la surface utile d'évacuation des fumées est supérieure à 2% de la surface au sol sans jamais être inférieure à 0,5%. |
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2009, article 7.5.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Intervention en situation accidentelle |
| Prescription contrôlée : <i>" Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'Inspection des Installations Classées, de l'exécution de ces dispositions. IL doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. En particulier, les sprinklers, les systèmes de détection, les portes coupe-fen seront vérifiés régulièrement par un organisme agréé et des essais hebdomadaires seront réalisés par le responsable d'entretien de l'entrepôt sur les sprinklers. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'Inspection des Installations Classées. [...]"</i> |
| Constats : Les robinets d'incendie armés (RIA) et les extincteurs ont fait l'objet d'un contrôle par la société Desautel. Trois RIA sont en cours de changement. L'inspection a fait tester le fonctionnement du RIA n°91. Le test a été concluant. Le dispositif d'évacuation naturelle des fumées (DENFC) a été contrôlé le 11 avril 2022 par la société KINGSPAN. Quatre exutoires sont défectueux, non observé lors du précédent contrôle. Ces équipements feront l'objet d'une maintenance curative au cours de l'année 2022. Les portes coupe-feu ont été contrôlées par la société PORTIS le 6 décembre 2021. L'exploitant a déclaré avoir remédié depuis aux observations émises par l'organisme de contrôle : le bon de commande du 27 décembre 2021 pour le remplacement de détecteurs a été communiqué par courriel du 10 mai 2022. Le système d'extinction automatique à eau par sprinklage, qui fait également office de détection incendie, est contrôlé à fréquence annuelle (norme NFPA) par la société CLF SATREM et fait l'objet de tests hebdomadaires. La consultation des rapports de tests hebdomadaires au cours des 4 dernières semaines n'a pas appelé d'observations de l'Inspection. -->> Le rapport faisant suite au dernier contrôle du 6 et 7 décembre 2021 fait état de 32 points de non-conformités dont des points à lever au plus vite et d'autres susceptibles de mettre en échec l'exploitation. Le propriétaire a déclaré que des travaux ont été réalisés depuis mais ont partiellement levé ces non-conformités (qui pour certaines sont observées depuis 2018). Aucune traçabilité des non-conformités levées n'est effectuée. De même, aucun plan d'actions n'est établi. Les chaufferies gaz et un atelier de charges des batteries sont équipés d'une détection gaz. Toutefois, ces équipements ne sont pas contrôlés. Leur premier contrôle aura lieu au cours de l'année 2022 ; l'exploitant ayant indiqué qu'une commande avait été passée auprès de la société ITV. De même, les 3 autres locaux de charges des batteries seront équipés d'une détection hydrogène. L'inspection en prend acte. Non-conformités : le système d'extinction automatique n'est pas maintenu en bon état. Les équipements de détection gaz ne sont pas contrôlés périodiquement. |
| Observations : Dans l'attente de la levée des non-conformités relatives au système d'extinction automatique, il convient que l'exploitant propose et mette en place des mesures compensatoires ; ces dernières seront à porter à la connaissance de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Poteaux incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2009, article 7.5.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Intervention en situation accidentelle |
| Prescription contrôlée : <i>" L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après : = 7 poteaux d'incendie normalisés NFS 61-213 DN 100 assurant simultanément un débit de 60 m³/h sous un bar, 4 dans l'établissement, les autres à moins de 200 m de l'établissement. Leur alimentation se fera à partir d'un piquage spécifique du réseau public d'adduction d'eau implanté dans l'angle sud ouest du site et pouvant fournir un débit global de 420 m³/h et d'une réserve complémentaire d'un volume minimal de 360 m³ qui devront être garantis en tout temps. Leur mise en eau devra être permanente (débit/pression), assurée sans action extérieure ni manœuvre de by-pass, 25 vannes ou dispositifs équivalents pouvant être à l'origine d'un dysfonctionnement et/ou d'un retard dans l'action des secours publics. [...]"</i> |
| Constats : Les quatre poteaux disposés au sein du site ont fait l'objet d'un contrôle de leur débit et pression le 29 février 2021. Leurs caractéristiques répondent aux prescriptions susvisées. Trois autres poteaux sur le réseau public sont cités dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant dispose de deux réserves d'eaux à incendie d'une capacité individuelle de 360 m³. |
| Observations : Il convient que l'exploitant prenne l'attache du gestionnaire public pour s'assurer de la disponibilité en eaux sous pression. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Exercice de défense contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2009, article 7.5.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Intervention en situation accidentelle |
| Prescription contrôlée : <i>" [...] Dans le trimestre qui suit la notification du présent arrêté, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Il est renouvelé tous les deux ans. "</i> |
| Constats : Aucun compte rendu d'exercice mettant en œuvre le plan de défense contre l'incendie (et non le plan d'évacuation) n'a été présenté. L'exploitant a pour souvenir la réalisation d'un tel exercice en 2018 sans le démontrer. Non-conformité : l'exercice de défense contre l'incendie n'est pas réalisé tous les deux ans. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Rétention de certains liquides

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2009, article 7.4.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux |
| Prescription contrôlée : <i>" Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. "</i> |
| Constats : L'inspection s'est rendue au niveau des stockages relevant : - des rubriques 4510 et 4511 de la nomenclature ICPE "dangereux pour le milieu aquatique..." - de la rubrique 4755 "alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables". Ces stockages en récipients/flacons de petite quantité (25 à 150 cl) sont posés sur des palettes en bois <u>sans rétention</u> . Il est rappelé que le stockage le jour de l'inspection était de 26,8t pour la rubrique n°4510 et 36t pour la rubrique n°4511. Non-conformité : l'entreposage de liquides dangereux pour l'environnement aquatique et d'alcools de bouche à considérer comme des liquides inflammables sans rétention constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 7.4.3 de l'AP du 24/12/2009. |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Stockages extérieurs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 2.III |
| Thème(s) : Risques accidentels, Effets dominos et extérieurs |
| Prescription contrôlée : <i>" La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</i> <i>Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</i> <i>- si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;</i> <i>- ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie."</i> |
| Constats : Des stockages extérieurs ont été observés : il s'agit de bouteilles d'eau sur des palettes en bois. Seul un stockage de palettes en bois sur une hauteur de 3 mètres est concentré sur le site éloigné de la limite de propriété et à une distance de 2 mètres du bâtiment C-DPH dont le mur, indiqué par l'exploitant, a une caractéristique constructive de résistance au feu de 2 heures. Par ailleurs, l'exploitant a déclaré revoir la modélisation des effets thermiques de l'ensemble du site dont les stockages extérieurs et les stockages d'alcools de bouche au cours de l'année 2022. Il en est pris acte. |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |